DEUXIEME ANNÉE — N° 59 LE NUMÉRO : 0 fr. 50 JEUDI 4 NOVEMBRE 1937

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

LA LUTTE OUVRIÈRE

Vendredi 25 Novembre

SALLE WAGRAM

Le P. O. I.

parlera aux Travailleurs de Paris

Rédaction-Administration - **15, passage Dubail** (54, Bd. Magenta) **Paris X^e**

ABONNEMENTS

France : 1 an : **22 frs.** ; 6 mois **11 frs.** ; 3 mois **5 frs.**

Etranger : 1 an : **40 frs.** ; 6 mois **20 frs.** ; 3 mois **10 frs.**

Compte Chèque Postal : **Alfred BARDIN** : n° **1907-81 Paris**

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4e Internationale

IL Y A 20 ANS...

en Russie

les ouvriers, les paysans, les soldats PRENAIENT LE POUVOIR !

De tout le formidable Etat-major du Parti Bolchevik russe, **Léon Trotsky** est désormais le seul, qui depuis la mort de Lénine soit resté fidèle au drapeau de la révolution d'octobre 1917.

Je vous souhaite la bienvenue, camarades paysans ! Vous êtes ici non les invités, mais les maîtres de cette maison, dans laquelle bat le cœur de la révolution.

La volonté de milliers d'ouvriers est concentrée dans cette salle. Désormais, la terre de Russie ne connaît plus qu'un maître, la grande union des ouvriers, des paysans et des soldats...

Aujourd'hui naît une humanité nouvelle.

DANS CETTE SALLE, NOUS JURONS AUX OUVRIERS DE TOUS LES PAYS DE RESTER SANS FAIBLIR A NOTRE POSTE REVOLUTIONNAIRE. SI NOUS SUCCOMBONS, CE SERA EN DEFENDANT NOTRE ETENDARD...

Léon Trotsky.

(Discours au congrès des Soviets paysans, 29 novembre 1917.)

Ouvriers et ouvrières de France, tant que mes forces physiques me le permettront, je suis prêt à répondre par la parole et par l'acte à votre appel révolutionnaire.

PERMETTEZ-MOI DE TERMINER CETTE LETTRE PAR LE CRI QUI, DEPUIS PLUS DE 40 ANNEES A GUIDE TOUTES MES PENSEES ET TOUS MES ACTES : VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE !

Léon Trotsky.

Lettre ouverte aux ouvriers français. Mai 1935.)

Vive la Révolution d'Octobre 1917 !

L'avant-garde bolchevick-léniniste de la classe ouvrière française en lutte contre la bourgeoisie, section de la 4e Internationale, réunie au 2e congrès national du Parti ouvrier internationaliste à Paris les 30, 31 octobre et 1er novembre, adresse :

Aux prolétaires russes dont les traditions révolutionnaires et les aspirations sociales sont étouffées par le stalinisme;

Aux prolétaires espagnols trahis par le stalinisme et par l'opportunisme traditionnel;

A la classe ouvrière internationale;

Son fraternel et chaleureux salut à l'occasion du 20e anniversaire de la révolution russe.

Notre salut est adressé très particulièrement au révolutionnaire dont la vie exemplaire a été et est encore indissolublement liée aux grands combats ouvriers du monde, notre camarade Trotsky.

Les militants bolchevick-léninistes de la classe ouvrière française ont enregistré comme une réparation légitime contre les honteuses calomnies et les fausses accusations staliniennes, les décisions et les importants travaux, en Amérique, de la commission internationale d'enquête sur les procès de Moscou; ils dénoncent devant la classe ouvrière les assassins de la Guépéou stalinienne, les assassins fascistes qui rôdent encore dans l'ombre autour de Trotsky exilé.

LE CONGRÈS DU P.O.I.

aux Travailleurs de France

A l'action comme en Juin 1936 !

A l'occasion de son deuxième congrès, le parti ouvrier internationaliste s'adresse à vous, dans des circonstances politiques et sociales qui marquent un recul, par rapport aux magnifiques luttes de juin, pendant lesquelles en occupant les usines, les chantiers, les bureaux, les fermes, vous avez mis en échec la volonté du capital et commencé la deuxième révolution française.

Depuis cette lutte grandiose, la direction du Front populaire et plus généralement à l'échelle mondiale, les directions de la deuxième et de la troisième internationales n'ont cessé de capituler devant l'impérialisme.

L'héroïque révolution espagnole qui marqua, après juin, le réveil des énergies révolutionnaires dans le monde, a été brisée par l'impérialisme franco-britannique organisant le blocus et favorisant l'intervention fasciste et par le gendarme de la bourgeoisie démocratique, l'internationale « communiste » qui s'est spécialement consacrée à la répression contre le prolétariat révolutionnaire.

Encouragé par les crimes de Staline et par l'intervention fasciste en Espagne, favorisée par le blocus, le Japon impérialiste s'est jeté sur la Chine.

L'étouffement général de la guerre civile, résultant principalement des efforts du Komintern, a eu pour conséquence la montée de la guerre impérialiste, le renforcement du capitalisme pourrissant dans le monde.

En France, les conquêtes de juin ont été réduites à une portion misérable. Les salaires volés par la spéculation. Les contrats collectifs torpillés, les licenciements des ouvriers syndiqués et des meilleurs ouvriers sont devenus une règle d'élection pour le patronat. Il reste les quarante heures qu'on veut nous arracher sous prétexte d'aménagement. Ceux qui veulent nous ravir notre conquête sont, non seulement les fascistes, les réactionnaires, mais aussi les radicaux. Ils veulent imposer l'augmentation de la production capitaliste, accroître la cadence du travail par l'esclavage de la rationalisation, approfondir la misère en faisant payer les pauvres, réprimer les occupations d'usines. Messieurs les fascistes, malgré les paquets de pourriture qu'ils se jettent à la tête, sélectionnent leurs bandes de briseurs de grèves en vue de prêter leur appui de police auxiliaire au capital.

Camarades communistes, camarades socialistes, militants de la C. G. T. comme nous, vous voulez la lutte, comme nous, vous voulez briser, par les méthodes de juin, la provocation et la spéculation capitalistes.

Ouvriers du bâtiment, vous voulez non des démonstrations pacifiques, mais l'action de masse jusqu'au bout.

Ouvriers de la métallurgie, vous sentez qu'une action purement démonstrative n'est pas capable d'améliorer votre salaire, de régler le contrôle de l'embauche et de la débauche, d'imposer le respect des 40 heures.

Travailleurs de toutes catégories, vous en avez assez du vol des salaires, des brimades, des provocations continuelles de l'exploiteur, contre les délégués, contre les militants de la C. G. T., contre les meilleurs d'entre nous.

Mais que vous proposent les chefs socialistes, communistes et de la C. G. T. ? De simples démonstration pour ne pas effrayer la bourgeoisie. Ils veulent maintenir coûte que coûte l'alliance avec le parti radical, agent du capital du Front populaire; ce parti qui s'est à nouveau affirmé dans les élections cantonales et dans son congrès de Lille l'ennemi perfide des conquêtes de juin, l'ennemi des 40 heures, l'ennemi des ouvriers qu'il veut réprimer impitoyablement, en France et aux colonies.

Il faut le dire clairement, les chefs socialistes et communistes, en capitulant, ne facilitent pas le maintien des avantages acquis, ils préparent simplement la défaite et la suppression de ce qui reste des conquêtes de juin.

Avec cette politique de trahison, nous n'avons jamais eu et nous n'avons nous autres bolchevick-léninistes rien de commun. Au contraire, dans la situation présente, nous ne cessons d'alerter la classe ouvrière contre les dangers et les crimes de la politique de conciliation et d'étouffement des luttes.

Mais nous sommes disposés à faire bloc pour toute action de lutte effective contre l'ennemi commun.

Ouvriers socialistes, vous savez que les bolchevicks-léninistes sont avec vous, dans la lutte pour la défense des conquêtes de juin, dans la lutte contre le Sénat et contre les chefs radicaux.

Ouvriers communistes, malgré l'ignoble répression et les calomnies les plus indignes des agents stipendiés du Komintern qui ont dressé un plan d'assassinat de nos militants responsables, c'est principalement avec vous qui représentez la grande masse combative du prolétariat de France, que nous voulons sceller un front prolétarien de lutte contre la spéculation, contre la misère, contre le blocus. Comme vous, nous voulons en finir avec le régime d'exploitation capitaliste, à la manière des bolchevicks d'octobre 1917 dont nous célébrons l'anniversaire en appliquant leur programme et non en trahissant leurs enseignements les plus élémentaires.

Unir les masses aux radicaux, c'est les unir à l'exploiteur. Nous voulons unir les masses ouvrières et paysannes dans un front unique, indestructible, contre l'exploiteur, pour le combat et pour la victoire.

victoire de nos revendications ? Comment briser le capital et son action fasciste ? Nous répondrons :

SEULEMENT PAR L'OCCUPATION DE MASSE GENERALISEE, COMME EN JUIN.

C'est à cette action décisive qu'il faut se préparer; il faut organiser les congrès de délégués, par branches d'industries, pour dresser le plan des objectifs revendicatifs et des moyens de lutte, il faut organiser les comités d'usines, reliés entre eux; il faut créer les comités de quartier de lutte contre la vie chère, associant ainsi à notre action les classes moyennes. Il faut préparer les piquets de grève et les organiser comme de véritables milices, pour assurer la protection efficace contre les jaunes et contre les fascistes.

SEULEMENT AINSI, nous imposerons ce que chaque ouvrier exige dans le moment présent : les conventions nationales.

L'échelle mobile des salaires.

Le contrôle sur l'embauche et la débauche.

SEULEMENT AINSI, nous imposerons l'amélioration du sort des fonctionnaires, l'arrêt de la spéculation par l'organisation par quartiers de manifestations d'action directe contre les grands mercantis et les accapareurs du lait, du vin, du sucre et des matières alimentaires.

SEULEMENT AINSI, nous aiderons la lutte des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, leurs organisation en conseils, pour imposer l'annulation des dettes, les indemnités de crise, les lois sociales à la campagne.

SEULEMENT AINSI, nous aiderons nos frères émigrés, traqués et chassés par Dormoy et persécutés par le stalinisme social-chauvin et nous imposerons l'annulation des expulsions, le droit au travail, A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL.

SEULEMENT AINSI, nous apporterons un appui puissant aux grandes luttes du prolétariat indochinois qui exige les libertés démocratiques et une solution à la misère des ouvriers et paysans d'Afrique du Nord affamés.

SEULEMENT AINSI, nous aiderons nos frères d'Espagne, en brisant le blocus et en renforçant le front militaire du peuple espagnol contre l'armée de Franco-Hitler-Mussolini.

Mais sera-t-il possible d'améliorer le sort de la population laborieuse d'une manière durable en restant dans les limites du capitalisme pourrissant ?

Toute l'expérience du Front populaire nous répond NON ! Tant que le régime capitaliste existe, il vole d'une main ce qu'il est obligé d'accorder de l'autre, sous la menace de l'action directe.

La solution contre la misère, le fascisme et la guerre, c'est de détruire ce régime, c'est de briser son état et de le remplacer par l'Etat prolétarien des comités ouvriers, paysans et soldats.

Travailleurs de France, il est encore temps, malgré les trahisons, de s'orienter avec la Quatrième Internationale dans cette voie, au bout de laquelle se trouve non seulement votre propre libération, mais celle de nos frères du monde entier.

VIVE LE PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE ET LA QUATRIEME INTERNATIONALE !

"LA LUTTE OUVRIÈRE" REDEVIENT HEBDOMADAIRE !

(lire l'article page 4)

LE GUÉPÉOU
préparait l'assassinat de
Léon SEDOV, fils de TROSKY

"L'HUMANITÉ" *avait préparé un alibi aux assassins !*

Ce ne sont pas les articles de M. Magnien, dans *l'Humanité*, qui pourront donner le change : l'appareil terroriste de la Guépéou est bel et bien pris la main dans le sac : Assassinat de Navachine, vol de la rue Michelet, assassinat de Reiss, attentat de l'Etoile, préparation d'attentats contre L. Sedov et des militants de la IVe Internationale.

Renate Steiner a avoué, Smirensky, chargé, sous les ordres de Pierre Schwarzemberg, de la provocation contre nous, préparait l'assassinat de L. Sedov. Nous le répétons : la police connaît intégralement cette branche de l'organisation stalinienne terroriste à Paris : les noms, les dates, les méthodes, les faits. Mais la Guépéou bénéficie, au nom de « l'alliance franco-russe », de la bienveillance du gouvernement. Celui-ci pourchasse sans pitié les organisations prolétariennes révolutionnaires, mais ménage les bandes policières staliniennes virtuoses de la provocation.

La Guépéou mettait au point *l'assassinat de Léon Sédov,* à qui Staline ne pardonne pas le *Livre Rouge* qui a mis à nu les provocations du premier procès de Moscou. Plusieurs agents le filaient dans tous ses déplacements. L'un d'eux, Smirensky, loua un appartement dans la maison contiguë à celle de Sedov. R. Steiner y habita avec Smirensky. Ils rendaient compte *chaque jour* à leurs chefs de leurs observations. Par un examen prolongé et minutieux, *ils préparaient les conditions d'une exécution rapide, à l'heure choisie, dans les conditions choisies :* comme pour Navachine, comme pour Reiss. R. Steiner et Scharzenberg ont d'ailleurs participé à la surveillance de Reiss.

Deuxièmement, la Guépéou prépare l'éxécution *en se ménageant des alibis soigneux.* En ce qui concerne Sedov, voici l'alibi : dès le mois de juillet, *l'Humanité,* dans un article contre nous, déclara, dans une note spéciale, *que L. Sédov se « cachait » dans la banlieue parisienne.* Or, à ce même moment, Smirensky et Steiner surveillaient Sedov dans le 15e arrondissement ! Il est clair que *l'Humanité* préparait un alibi. Il s'agit maintenant de savoir *qui* a écrit l'article de *l'Humanité,* et *qui* a fourni à *l'Humanité,* la pseudo-adresse de Sedov « en banlieue ».

Troisièmement *l'Humanité* publie deux articles en juillet échafaudant un roman policier au sujet de Péro, mettant en cause Sedov : les provocateurs de *l'Humanité* parlaient de lutte de clans de la Gestapo. Encore une fois, l'alibi est clair : une fois Sedov assassiné *l'Humanité,* selon son habitude, aurait parlé d'un « règlement de compte entre fascistes ». Qui a écrit les articles anonymes de *l'Humanité ?* La réponse est claire : *ce sont les agents de la Guépéou !*

⁂

Qu'est-ce qui a troublé ce plan de la Guépéou ? *Ce sont les premières révélations de Reiss.*

Toujours *en juillet,* Reiss rompt avec le stalinisme : il met la IVe Internationale en garde contre les plans d'assassinat de Staline. *Kondratiev, Schwarzenberg, Rossi et Cie* courent au plus pressé : *faire taire Reiss, le tuer !* Steiner et d'autres agents quittent la surveillance de Sedov, organisent en hâte l'assassinat de Reiss...

⁂

Les articles de M. Magnien ne changeront rien à ces *faits. Les assassins staliniens sont pris sur le fait !*

Mais Staline ne reculera devant rien. La bande d'assassins, partiellement désorganisée, se réforme. *Aux dirigeants de la Guépéou à l'étranger en fuite,* en succèdent d'autres. De nouvelles provocations se préparent. Depuis les offres, faites dans certains pays d'Europe, à des bolcheviks-léninistes de faire sauter des bateaux russes, jusqu'aux bombes de l'Etoile, il y a un lien continu.

Staline n'a qu'un but : écraser le « trotskysme », c'est-à-dire le prolétariat révolutionnaire, tuer ses dirigeants. Il continue à préparer l'assassinat de Trotsky, comme il a fait assasiner Nin, Reiss et bien d'autres. Mais la classe ouvrière ripostera à ces terroristes policiers par une lutte de masse accrue. Elle organisera la défense de ses militants !

⁂

Ajoutons que le point de vue exposé dans notre précédent numéro sur l'activité du Guépéou *sous le masque du fascisme* a été vérifié même par l'enquête si débonnaire de la sûreté ! Par l'intermédiaire de l'*Union pour la patrie russe,* la Guépéou recrutait des agents chez les émigrés, à qui elle demandait à continuer à « être utile » en fréquentant les milieux adverses. Chez les russes blancs, elle dirigeait l'activité de dirigeants comme *Skobline : l'Huma* accuse Skobline et ses amis d'avoir voulu travailler pour Franco et Miller : cette politique leur servait seulement à s'assurer la direction, pour être ensuite les instruments de vastes provocations.

A WAGRAM

1.500 Travailleurs Parisiens dénoncent les crimes du Gépéou en Espagne

Vendredi dernier, le *Comité de défense pour la révolution espagnole* auquel participe notre P.O.I. avait organisé un meeting à la salle Wagram. 1.500 travailleurs avaient répondu à l'appel des organisateurs.

A mesure que les orateurs apportaient des arguments et des preuves irréfutables des crimes contre-révolutionnaires du Guépéou et du gouvernement soi-disant démocratique l'émotion soulevait la salle.

A la sortie, un bon nombre d'ouvriers écœurés ne pouvaient s'empêcher de manifester leur dégoût et leur déception. Mais en même temps, et surtout après l'intervention de notre camarade *Rous* dont l'exposé fut souvent haché d'applaudissements enthousiastes on sortait avec la conviction profonde que les bolcheviks-léninistes ont vu juste, ont raison et finiront bien par triompher.

Les trahisons des staliniens en particulier nous les connaissons bien pour les avoir dénoncé tant de fois, mais à côté des autres orateurs nos orateurs du P.O.I. et des J.S.R. furent les seuls à apporter des conclusions positives et nettes.

Maurice Wullens préside et passe la parole à *Colette Audry,* secrétaire du Comité des antifascistes emprisonnés en Espagne, qui appelle à l'aide pour les victimes de la répression la plus inhumaine.

C'est ensuite *Doutreau,* de l'U.A., qui stigmatise l'attitude du P.C. et de Marty, et notre camarade *Rous* du P. O. I. chaleureusement applaudi aborde la tribune.

DISCOURS DE ROUS

Notre camarade dénonce le stalinien camouflé qu'est Zyromski qui veut se taire à toute force parce que soi-disant la situation est très grave...

La situation est grave précisément parce que l'on fusille et l'on emprisonne les révolutionnaires, les bolcheviks-léninistes, le P.O.U.M., la F.A.I., la C.N.T. et qu'on veut cacher cette vérité !

Il insiste en détail sur les crimes insensés du Guépéou et des staliniens qui agissent comme en pays conquis, sur l'enlèvement du journaliste Eriwn Wolf, dont le crime fut d'avoir été le secrétaire de Trotsky en Norvège. Il en profite pour donner des précisions implacables sur l'assassinat de Reiss et dénonce les assassinats prévus contre les principaux militants trotskystes du monde entier.

« *La police politique russe en réalité est le gendarme du capitalisme franco-anglais en Espagne* », déclare Rous sous les applaudissements vigoureux de la salle.

Et dans une péroraison émouvante il s'écrie : « *Devant tant de crimes bien des ouvriers sont indécis et nous leur disons : vous n'avez pas à choisir entre le réformisme et le stalinisme cette syphilis du mouvement prolétarien, camarades vous n'avez pas à choisir entre les assassins de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg et les assassins de Zinoviev, Kamenev et des ouvriers révolutionnaires d'Espagne !*

Il faut entendre la voix qui monte des prisons. Il dépend des ouvriers de France de les sauver. Cette voix vous appelle à la lutte. Elle existe en fermentation chez les ouvriers français. Il faut reprendre les traditions de juin, briser le blocus en continuant la révolution en France par l'occupation de masse et la grève générale pour les Comités d'usines, pour le gouvernement ouvrier paysan !

La salle entière fait un grand succès à notre camarade.

Puis le camarade *Foucaud* du Parti Frontiste, membre de la délégation espagnole, vient à la tribune rendre compte de ce qu'il a vu de ses yeux en Espagne et crie son dégout dans les méthodes criminelles et odieuses des staliniens en Espagne.

Devant les précisions de Foucaud, la salle, écœurée, manifeste son dégoût des agents de Staline.

Weitz, des J.S. autonomes, à son tour, vient dénoncer Staline, et déclare que la défaite des ouvriers d'Espagne est une des conséquences de la trahison des dirigeants du Front Populaire d'Espagne. Il est vigoureusement applaudi.

Daniel Guérin, du *Comité d'Enquête sur les procès de Moscou,* vient protester contre le renvoie des réfugiés espagnols.

Gabard, des J.S.R., rappelle le message de Portela Valladarès à Franco et dénonce l'attitude de la France et l'Angleterre en Espagne.

C'est en luttant contre notre propre impérialisme que nous luttons pour sauver la révolution espagnole.

« La France aux Français » hurlent les agents de Staline, et le lendemain même on expulsait les réfugiés espagnols, s'écrie Gabard sous les applaudissements de la salle.

Pour empêcher de nouveaux assassinats pas de phrases, action directe, préparons une manifestation à l'ambassade d'Espagne ! dit notre camarade Gabard.

Et *Marceau Pivert,* à son tour, porte des attaques contre les staliniens (en oubliant toutefois de dénoncer nommément le grand coupable de l'effondrement espagnol son chef Léon Blum qui organisa l'immonde blocus).

Il demande à la salle de réagir et fait appel à la constitution d'un front antifasciste. (Lequel et pourquoi faire, il ne nous l'a pas dit.)

Un ordre du jour stigmatisant les assassinats des révolutionnaires est voté à l'unanimité et la salle se vide aux accents de l'*Internationale* et de la *Jeune garde.*

ROSMER
est de retour d'Amérique

Le camarade A. Rosmer est de retour en France, après avoir collaboré aux travaux de la commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou.

Cette commission d'enquête comprenait des juristes, des intellectuels libéraux, des représentants des organisations syndicales et ouvrières de toutes tendances. En son sein, le camarade Rosmer représentait l'avant-garde ouvrière et nul ne pouvait mieux le faire que le pionnier de la lutte contre l'union sacrée et un des fondateurs de la Troisième Internationale en France.

Le camarade Rosmer a rapporté sur les travaux, dans une réunion dont nous rendons compte par ailleurs.

La « Lutte Ouvrière » a tenu plus spécialement à recueillir les impressions du camarade Rosmer sur la situation politique et sociale en Amérique du Nord. Dans le prochain journal, nous publierons une interview d'un de nos rédacteurs avec Rosmer sur cette importante question internationale.

EN AFRIQUE DU NORD

Affamés, traqués, assassinés par l'impérialisme français, partout, les indigènes se soulèvent en masse

Il n'est pas un jour que le sang coule à nouveau en Afrique du Nord. Après Meknès et El Menzel c'est Khemisset. A nouveau la troupe du gouvernement de Front populaire a répondu aux masses marocaines qui demandaient du pain, par des coups de fusils. Mais on a assisté à un fait typique, extrêmement important : les moghaznis chargés d'assurer l'ordre ont fraternisé avec les manifestants et ont tiré sur les gendarmes et autres mercenaires. *Arrestation et condamnation sévère. A Fès, à titre préventif le gouvernement fait arrêter les dirigeants du parti national pour le plan de réforme : Abjelhil, El Passi, Mekouar, et à Rabat, Syazidi.*

Interrogé, El Passi aurait répondu en substance : « Vous nous avez suffisamment berné jusqu'à présent. Nous ne pouvons avoir confiance au Front Populaire qui n'a tenu aucune de ses promesses. » Dans tout le pays les Marocains manifestent pacifiquement, se rassemblent dans les mosquées, défilent dans les rues en chantant l'hymne nationaliste.

Toute la force armée est mobilisée. Goums, gardes mobiles, légionnaires, sénégalais, tirailleurs algériens, avions entourent la Médina de Fès et la survole. A Kénitra, la troupe fusille à nouveau les manifestants : huit morts. Les arrestations continuent à un rythme accéléré. Le Maroc Socialiste est saisi et le secrétariat du parti socialiste français désavoue la fédération marocaine pour sa politique de solidarité avec les Marocains. *A Fès à nouveau la troupe veut scinder la manifestation à la mosquée du Berif.* Elle utilise les grenades. *Le nombre réel des morts est encore inconnu. Les chiffres officiels ne répondent pas à la réalité.*

Le gouvernement de Front populaire est en pleine aventure en Afrique du Nord. Sa répression est féroce. Loin de s'affaiblir, chaque jour le mouvement prend une ampleur nouvelle. Aujourd'hui dans les colonies et particulièrement en Afrique du Nord la nouvelle étape de la révolution française est posée. Partout des comités de masse doivent surgir. Partout dans les usines de la région parisienne, dans tous le pays les ouvriers français doivent être allertés et par leur offensive propre contraindre la bourgeoisie à reculer. Il faut que l'état de siège cesse au Maroc. Il faut que les militants nationalistes soient libérés. Il faut le blé et l'eau pour les paysans et les ouvriers. L'offensive des ouvriers français doit répondre à l'offensive des masses nord-africaines, condition indispensable de la victoire commune.

Dans le même temps la troupe se concentre à la frontière de la zone espagnole. De nombreuses troupes stationnent dans les postes avancés en bordure de la zone espagnole. Tous les jours de nombreux convois d'armes et de munitions sont dirigés sur ces lieux. La garnison de Fès s'est élevée à plus de 10.000 hommes. De nombreuses constructions anti-tank s'effectuent dans la région du nord.

A propos de la Guerre Sino-Japonaise

Réponse aux "ULTRA-GAUCHES"

PAR LÉON TROTSKY

Le document que nous publions a été adressé par Léon Trotsky *à notre camarade* Diego Rivera, *membre responsable du* Parti Ouvrier Révolutionnaire *(Section Mexicaine de la IVe Internationale) en réponse aux élucubrations des courants centristes ou anarcho-syndicalistes au Mexique qui accusent les bolchevicks-léninistes d'avoir une attitude opportuniste vis-à-vis du conflit sino-japonais.*

Cher camarade Diego Rivera,

J'ai lu ces derniers jours quelques élucubrations des cehleristes et des eiffelistes (oui, il y a une tendance comme çà !) sur la guerre civile en Espagne et sur la guerre sino-japonaise. Lénine a appelé les idées de ces gens-là des « maladies infantiles ». Un enfant malade provoque la sympathie. Mais depuis lors, vingt ans se sont passés. Les enfants sont devenus barbus et même chauves. Mais ils n'ont pas renoncé à leur babillage puéril. Au contraire, ils ont redoublé, décuplé toutes les fautes, toutes les bêtises, en y ajoutant des ignominies. Ils nous suivent pas à pas. Ils s'emparent de quelques éléments de notre analyse. Ils gonflent sans limite ces éléments et les opposent à tout le reste. Ils nous corrigent. Quand nous dessinons une figure humaine, ils lui ajoutent une bosse. Quand c'est une femme, ils l'ornent d'une épaisse paire de moustaches. Quand nous dessinons un coq, ils mettent en-dessous un œuf de poule. Et tout ce travail burlesque, ils l'appellent marxisme et léninisme.

Je veux m'arrêter dans cette lettre seulement à la question de la guerre sino-japonaise.

Dans ma déclaration à la presse bourgeoise j'ai dit que le devoir de toutes les organisations ouvrières de Chine était de participer activement et en première ligne à la guerre actuelle contre le Japon, sans rien abandonner de leur programme et de leur activité indépendante. Mais c'est du « social-patriotisme » ! s'écrient les eiffelistes. C'est la capitulation devant Tchang-Kai-Chek ! C'est l'abandon du principe de la lutte des classes ! Le bolchévisme a prêché le défaitisme révolutionnaire pendant la guerre impérialiste. Or, la guerre en Espagne comme la guerre sino-japonaise sont des guerres impérialistes. « Notre position envers la guerre en Chine est la même. Le seul salut pour les ouvriers et les paysans en Chine, c'est de lutter comme force indépendante contre les deux armées, de la même façon contre l'armée chinoise que contre l'armée japonaise ». Ces quatre lignes, extraites du document eiffeliste du 10 septembre 1937, suffisent totalement pour dire : il s'agit ou de véritables traîtres ou d'imbéciles complets. Mais l'imbécilité élevée à ce niveau équivaut à la trahison.

GUERRES REVOLUTIONNAIRE ET GUERRES IMPERIALISTES.

Nous n'avons jamais mis et nous ne mettons jamais sur le même plan toutes les guerres. Marx et Engels soutenaient la guerre révolutionnaire des Irlandais contre la Grande-Bretagne, des Polonais contre le Tzar, quoique dans ces deux guerres nationales les chefs étaient pour la plupart des bourgeois, parfois même des féodaux, en tout cas des réactionnaires catholiques. Quand Abd-El-Krim s'est soulevé contre la France, les démocrates et les social-démocrates ont parlé avec mépris de la lutte d'un « tyran sauvage » contre la « démocratie ». Le parti de Léon Blum soutenait ce point de vue. Mais nous, marxistes et bolchéviks, considérions la guerre des Riffains contre la domination impérialiste comme une guerre progressive.

Lénine a écrit des centaines de pages pour démontrer la nécessité capitale de distinguer entre les nations impérialistes et les nations coloniales et semi-coloniales qui forment la grande majorité de l'humanité. Parler de « défaitisme révolutionnaire » en général, sans distinguer entre pays *oppresseurs* et pays *opprimés,* c'est faire du bolchévisme une misérable caricature et mettre cette caricature au service de l'impérialisme.

En Extrême-Orient nous avons un exemple classique. La Chine est un pays semi-colonial que le Japon transforme sous nos yeux en pays colonial. La lutte de la part du Japon est impérialiste et réactionnaire. La lutte de la part de la Chine est libératrice et progressive.

Mais Tchang-Kai-Chek ? Nous n'avons nullement besoin de nous faire la moindre illusion sur Tchang-Kai-Chek, son parti et toute la classe dirigeante en Chine, de même que Marx et Engels ne se faisaient aucune illusion sur les classes dirigeantes d'Irlande et de Pologne. Tchang-Kei-Chek est le bourreau des ouvriers et des paysans chinois. Nous n'avons nullement besoin qu'on nous le rappelle. Mais aujourd'hui il est poussé, malgré toute sa mauvaise volonté, à faire la guerre à l'impérialisme japonais pour les restes de l'indépendance de la Chine. Demain il peut trahir de nouveau. C'est possible. C'est vraisemblable. C'est même inévitable. Mais aujourd'hui il fait la guerre. Ne pas participer à cette guerre, seuls peuvent le faire des poltrons, des canailles ou des imbéciles complets.

LE PATRIOTISME CHINOIS EST PROGRESSIF

Pour éclaircir la question prenons le cas d'une grève. Nous ne soutenons pas toutes les grèves. S'il s'agit par exemple d'éliminer d'une usine par la grève des ouvriers nègres, chinois ou japonais, nous sommes contre la grèce. Mais si la grève a pour objectif d'améliorer si peu que ce soit la situation des ouvriers, nous sommes les premiers à y participer, quelle que soit la direction. Dans la grande majorité des grèves les chefs, les leaders sont des réformistes, des traîtres par profession, des agents du capital. Ils s'opposent à chaque grève. Mais de temps en temps ils sont poussés par la pression des masses ou par toute la situation objective dans la voie de la lutte. Imaginons pour un instant un ouvrier qui se dirait : « Je ne veux pas participer à la grève parce que les chefs sont des agents du capital. » Ce doctrinaire ou cet imbécile ultra-gauche serait à flétrir par son véritable nom : *un briseur de grève.* Le cas de la guerre sino-japonaise est, à ce point de vue, tout à fait analogue. Si le Japon est un pays impérialiste, si la Chine est la victime de l'impérialisme, nous sommes du côté de la Chine. Le patriotisme japonais est le masque hideux du brigandage mondial. Le patriotisme chinois est légitime et progressif. Mettre les deux sur le même plan et parler de « social-patriotisme», ne peut le faire que celui qui n'a rien lu de Lénine, qui n'a rien compris de l'attitude des bolchéviks pendant la guerre impérialiste et qui ne peut que compromettre et prostituer les enseignements du marxisme.

COMMENT LUTTER CONTRE TCHAN-KAI-CHEK ?

Les eiffelistes ont entendu que les social-patriotes accusaient les internationalistes d'être des agents de l'ennemi et ils nous ripostent : « Vous faites la même chose ! ». Dans la guerre entre deux pays *impérialistes* il ne s'agit ni de la démocratie ni de l'indépendance nationale, mais de l'oppression des peuples arriérés, non impérialistes. Dans une telle guerre les deux pays se trouvent sur le même plan historique. Les révolutionnaires dans les deux armées sont défaitistes. Mais le Japon et la Chine ne se trouvent pas sur le même plan historique. La victoire du Japon signifierait l'esclavage de la Chine, l'arrêt de son développement économique et social et le renforcement terrible de l'impérialisme japonais.

La victoire de la Chine signifierait au contraire la révolution sociale au Japon et le développement libre, c'est-à-dire non gêné par l'oppression extérieure, de la lutte des classes en Chine.

Mais est-ce que Tchang-Kai-Chek peut assurer la victoire ? Je ne le crois pas. Mais c'est lui qui a commencé la guerre et qui la dirige aujourd'hui. Pour pouvoir le remplacer il faut gagner l'influence décisive dans le prolétariat et dans l'armée, et pour cela il faut non pas rester suspendu en l'air, mais se placer sur la base de cette guerre. Il faut gagner de l'influence et du prestige dans la lutte *militaire* contre l'invasion de l'ennemi extérieur et dans la lutte *politique* contre les faiblesses, les défaillances et les trahisons de l'intérieur. A une certaine étape que nous ne pouvons fixer d'avance, cette opposition politique peut et doit se transformer en lutte armée, car la guerre civile comme la guerre tout court n'est autre chose que la continuation de la politique. Mais il faut savoir quand et comment transformer l'opposition politique en insurrection armée.

NOTRE ATTITUDE PENDANT LA REVOLUTION CHINOISE.

Pendant la révolution chinoise de 1925-1927 nous avons fustigé le Comintern. Mais pourquoi ? Il faut bien le comprendre. Les eiffelistes affirment que nous avons changé notre attitude dans la question chinoise. C'est que ces pauvres d'esprits n'ont rien compris à notre attitude de 1925-1927. Nous n'avons jamais nié le devoir du parti communiste de participer à la guerre des bourgeois et des petits bourgeois du Sud contre les généraux du Nord, agents de l'impérialisme étranger. Nous n'avons jamais nié la nécessité d'un bloc militaire entre le parti communiste et le Kuo-Min-Tang. Au contraire, nous avons été les premiers à le prêcher. Mais nous exigions que le parti communiste garde toute son indépendance organisationnelle et politique, c'est-à-dire que pendant la guerre civile contre les agents intérieurs de l'impérialisme comme pendant la guerre nationale contre l'impérialisme étranger, l'avant-garde ouvrière, tout en restant en première ligne du combat *militaire,* prépare *politiquement* le renversement de la bourgeoisie. Nous défendons la même politique dans la guerre actuelle. Nous n'avons pas changé notre attitude d'un iota. Mais les cehleristes et les eiffelistes n'ont pas compris un seul iota de notre politique, de celle de 1925-1927 comme de celle d'aujourd'hui.

Dans ma déclaration à la presse bourgeoise au commencement du dernier conflit entre Tokio et Nankin j'ai souligné surtout le devoir des ouvriers révolutionnaires de participer activement à la guerre contre l'oppresseur impérialiste. Pourquoi l'ai-je fait ? Parce que premièrement c'est juste du point de vue marxiste, que secondement c'était nécessaire du point de vue de la sauvegarde de nos amis en Chine. Demain la Guépéou, qui est en alliance avec le Kuo-Min-Tang (comme en Espagne avec Negrin), va présenter nos amis chinois comme des « défaitistes » et des agents du Japon. Les meilleurs d'entre eux, Tchen-Dou-Siou en tête, peuvent être compromis nationalement et internationalement, et fusillés. Il fallait souligner avec toute l'énergie nécessaire que la Quatrième Internationale est aux côtés de la Chine contre le Japon. En même temps j'ai ajouté : sans abandon de son programme ni de son indépendance.

QUAND DES IMBECILES VEULENT FAIRE DE LA POLITIQUE...

Les imbéciles eiffelistes essaient de plaisanter sur cette « réserve » : « Les trotskistes, — disent-ils, — veulent servir Tchang-Kai-Chek en fait et le prolétariat en paroles ». Participer activement et consciemment à la guerre ne signifie pas « servir Tchang-Kai-Chek », mais servir l'indépendance d'un pays colonial, *malgré* Tchang-Kai-Chek. Et la « parole », dirigée contre le Kuo-Min-Tang est l'instrument de l'éducation des masses pour renverser Tchang-Kai-Cheik. En participant à la lutte *militaire* sous les ordres de Tchang-Kai-Chek, — parce que c'est lui, malheureusement, qui a le pouvoir dans la guerre pour l'indépendance, — préparer *politiquement* le renversement de Tchang-Kai-Chek. C'est la seule politique révolutionnaire. Les eiffelistes opposent à cette politique « nationale et social-patriote » la politique « lutte de classes ». Mais toute sa vie Lénine a combattu cette opposition abstraite et stérile. L'intérêt du prolétariat mondial lui dicte le devoir d'aider les peuples opprimés dans leur lutte nationale et patriotique contre l'impérialisme. Celui qui ne l'a pas compris jusqu'à maintenant, presque un quart de siècle après la guerre mondiale, vingt ans après la révolution d'octobre, celui-là doit être impitoyablement rejeté de l'avant-garde révolutionnaire comme le pire ennemi de l'intérieur. C'est précisément le cas d'Eiffel et de ses semblables !

L. TROTSKY.

Le 23 septembre 1937.

L'Assemblée d'Information de la Mutualité

La place nous manque pour donner un compte rendu détaillé de l'assemblée d'information organisée jeudi dernier par le Comité d'Enquête sur les Procès de Moscou, dans une des salles de la Mutualité.

C'est devant une salle pleine à craquer que sous la présidence de Mme *César Chabrun, Félicien Challaye* donna des précisions sur l'assassinat de Reiss par le Guépéou.

Notre camarade *Gérard Rosenthal* donna des explications sur l'attitude des staliniens de Tchécoslovaquie.

et enfin le camarade *Rosmer,* de retour de New-York rendit compte des travaux de la Commission Internationale d'Enquête sur les Procès de Moscou, dont les travaux se terminent à New-York, ces jours-ci.

On nous communique...

Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T... évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu à ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes :

Anonyme (Paris) 100 fr.; Pouget (Puy-de-Dôme) 30 fr.; Baudin (Saône-et-Loire) 20 fr.; Lamontellerie (Paris) 10 fr.; Anonyme (Vaucluse) 30 fr.; Durand (Algérie) 20 fr.; Challaye (Paris) 25 fr.; liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat national des instituteurs à Paris : 118 fr.

Soit un total de 353 francs qui ont été remis immédiatement au camarade T...

Nous avons réussi à obtenir pour notre vaillant compagnon la carte de travail indispensable, mais nous n'avons pas encore pu lui trouver du travail; avis aux amis qui pourraient lui en trouver dans la région parisienne (métallurgie, ajustage en particulier).

Comme, en attendant, notre camarade est toujours à la charge de quelques amis, toujours les mêmes, nous faisons un nouvel appel à la solidarité de tous en sa faveur. Adresser les fonds à Maurice Wullens, 229, rue de Tolbiac, Paris (13e). Compte chèques postaux 380.70 Paris.

Pour le Comité :
André Limbour, Victor Serge, Maurice Wullens.

LA POLITIQUE SYNDICALE

PAS UNE MINUTE A PERDRE

Préparons la grève générale ! Forgeons les Milices Ouvrières !

Le surarbitrage des 6 % pour les métallurgistes donne lieu à une série de manœuvres de la part des directions syndicales. Ces dirigeants réformistes staliniens, par leur politique de reculs, se sont placés entre les deux mors d'un étau, d'un côté les exigences patronales, de l'autre les légitimes revendications ouvrières.

La décision prise (provisoirement encore une fois), samedi 20 octobre, pour les métaux, veut essayer d'apaiser les patrons et les délégués ouvriers. D'un côté on veut dans les faits, faire accepter les 6 %, *de l'autre côté on envisage d'ouvrir la soupape de sûreté pour dissiper, sans mal pour les patrons, le mécontentement et la colère des travailleurs. Cette soupape de sûreté c'est la grève démonstrative de 24 heures. Voilà, encore une fois, la preuve que les dirigeants syndicaux, en ménageant la chèvre et le chou, travaillent pour que la classe ouvrière seule supporte les frais du conflit.*

Camarades ! il faut empêcher les trahisons. Le patronat s'est renforcé sur le front des entreprises, il embauche, organise, arme les jaunes et les tueurs fascistes à l'intérieur des boîtes. Il faut en tenir compte.

Pas de mouvements isolés, camarades ! Il faut contraindre les dirigeants syndicaux et politiques de la classe ouvrière à préparer la Grève Générale avec occupation des entreprises. *Les ouvriers du Bâtiment et de plusieurs autres corporations sont de cet avis, et ne veulent pas laisser la Métallurgie combattre isolément.*

Pas de grève démonstrative sans occupation. Pour assurer l'ordre ouvrier à l'usine et dans le quartier, il faut, au plus vite, que les piquets de grève deviennent les Milices ouvrières *et que chaque ouvrier sache qu'il doit s'armer contre les troupes patronales.*

Le parti soi-disant Communiste, après que la Guépéou ait fait en Espagne gouvernementale le gendarme anti-ouvrier des impérialismes français et anglais, veut se servir du recul de la révolution espagnole comme d'un dérivatif aux luttes de classes en France.

Mais, chaque ouvrier est tout prêt de donner son sang pour la victoire des camarades d'Espagne, mais pas pour les staliniens qui ont trahi les ouvriers.

La meilleure forme de la solidarité internationale avec la Révolution Espagnole, trahie par les agents de Moscou et les dirigeants socialistes, c'est la lutte implacable contre nos propres exploiteurs, c'est comme cela que les bourgeois seront obligés de rompre le blocus. Contre l'arbitrage obligatoire, contre les trahisons, pour l'augmentation des 15 %, pour vider les fascistes des usines pour le contrôle de l'embauche et de la débauche pour le contrôle ouvrier sur la production et le commerce, pour la Révolution Sociale en Espagne et en France.

— Vive la Grève Générale.
— Vivent les Milices ouvrières.

Dans les P. T. T.

Les Travailleurs imposeront leurs revendications par la grève générale

Une des résolutions votées par le Conseil National Fédéral dit : « *Le C.N.F., décide, si l'opposition du Gouvernement à nos revendications actuelles, modestes et insuffisantes, demeure intransigeante, de se concerter avec le Cartel des Services publics pour amener le Parlement à satisfaire à nos légitimes revendications. Au cas où il n'en serait pas ainsi, d'envisager et de préparer la cessation du travail.* »

Le sort fait à la situation matérielles des fonctionnaires, et en particulier des travailleurs des P.T.T. devient intenable : les salaires maintenus à taux réellement bas par rapport à l'augmentation du coût de la vie, deviennent, pour certains, des salaires de famine. La grosse majorité des postiers GAGNE MOINS DE 1.000 FRANCS PAR MOIS. La semaine de 40 heures est renvoyée aux calendes, alors que les services craquent, dans tous les grands centraux.

Quelle a été la réponse du Gouvernement : UNE VERITABLE PROVOCATION. Pour les salaires : 66 fr. en province et 100 francs à Paris.

Pour les 40 heures : une réduction considérable des crédits nécessaires : 500 millions pour l'ensemble des fonctionnaires dont 280 millions aux P. T. T., et encore avec la perspective d'une nouvelle réduction de ces crédits.

En face de cette attitude cinique de Chautemps-Bonnet, les chefs syndicaux capitulent en acceptant l'arbitrage du Parlement. Nous pouvons déjà prévoir ce que sera cet arbitrage:

UNE PURE MANŒUVRE POUR ENTERINER LES DECISIONS DU MINISTRE DES FINANCES, C'EST-A-DIRE CONTRE LES TRAVAILLEURS.

Dans l'industrie privée les métallos et les gars du bâtiment s'agitent et s'apprêtent à passer à l'action directe. Les intérêts des fonctionnaires et des ouvriers d'usines sont intimement liés. La grève des postiers doit être appliquée par tous les Services publics, la Métallurgie et le Bâtiment.

Pour préparer la grève générale, les camarades, les sections de base, doivent contraindre les dirigeants à organiser une manifestation commune des Services publics, de la Métallurgie et du Bâtiment, dans le centre de Paris, le jour de la réunion du Parlement. Cette manifestation doit se dérouler comme premier acte de préparation de la Grève Générale.

Ainsi nous exigerons :

LES 150 FRANCS PAR MOIS à compter du 1er octobre.

LE RELEVEMENT DES SALAIRES de base à 12.800 francs, soit 1.000 francs net (retenue de 6 % pour la retraite).

L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES sur les indices syndicaux du coût de la vie, seul moyen de maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs.

LA SEMAINE DE 40 HEURES par les 5 jours de travail avec recrutement d'unités titulaires à partir du 1er janvier prochain.

Pour cela préparons dans les divers bureaux nos Comités pour la direction de la grève et nos groupes de combat pour sa défense matérielles.

DANS LES P.T.T.

La Titularisation des auxiliaires et le scandale de l'examen

Au dernier budget, le gouvernement de F.P. daignait inscrire la Titularisation de quelques centaines d'auxiliaires. Cette titularisation commencée, voici quelques années sous des ministères réactionnaires avait été faite sans examen : 5 années de service donnant à l'Administration des garanties suffisantes.

Aussi l'émoi a été vif parmi nos camarades auxiliaires quand elles surent qu'après dix ans et parfois plus de bons services, il leur fallait pour être titularisées faire preuve de connaissances générales.

Nombreuses motions votées par les Sections syndicales, meetings, délégation massive au bureau syndical, rien n'y fit; puisque tous les dirigeants non seulement acceptaient l'examen, mais encore le jugeaient indispensable pour le bon renom du personnel !!! Et là-dessus de bourrer le crâne aux malheureuses candidates : « C'est un examen de pure forme — il sera très facile — vous serez toutes reçues. Et les militants et militantes staliniennes de redoubler de zèle dans les sections en faveur de l'examen.

Il eut lieu le 4 juillet; depuis quelques semaines seulement les résultats sont connus : 30 à 35 % d'éliminées.

Vous pensez peut-être, à l'instar de ces messieurs de l'Administration, que les auxis des P.T.T. sont quasi-illéttrées ? Détrompez-vous. Nombreuses sont celles qui ont atteint presque la note maximum en matières générales et même en géographie. MAIS IL FALLAIT EN RECALER. L'examen n'avait que ce seul but ! Alors, ce fut très simple, les examinateurs complaisants notèrent la narration de la même *note éliminatoire* et le tour fut joué. Et certains de nos camarades avec des notes de 78 pour cent par exemple, sont éliminées !

Qu'en pensez-vous, Messieurs du Bureau syndical ? Et vous les chefs staliniens qui retournèrent en pleine bagarre votre veste avec tant de désinvolture ? Avez-vous été assez naïfs (?) pour croire aux apaisements des caïds de l'Administration? ou avec eux, avez-vous dupés nos camarades ?

Mais maintenant à nous d'agir. D'autres examens vont suivre. *Il faut que toutes nos camarades soient reçues,* parce qu'il faut qu'elles soient *toutes titularisées;* que disparaisse enfin de notre Administration l'auxiliariat, c'est-à-dire le travail au rabais contre lequel doivent lutter partout les militants honnêtes.

Une Secrétaire de Section.

Devant l'attaque patronale qui se précise :

PAS DE PASSIVITÉ !

Dans le Bâtiment

Aidé par la politique néfaste des chefs conciliateurs, le grand patronat français poursuit son plan d'attaque. Après les H.C.R.B. et les Coiffeurs, le Bâtiment semble être la prochaine victime.

Mais ici une conscience prolétarienne se réveille, les conciliateurs se trouvent en pleine crise, les contradictions de classe ne peuvent plus être atténuées par les moyens habituels. Un de ces moyens en usage depuis un an pour l'industrie du Bâtiment est usé à satiété, mais les bonzes syndicaux sont si pauvres en ressources conciliatrices, qu'ils s'évertuent à le remettre en usage malgré le procès qu'en ont fait les ouvriers après une triste expérience. Il s'agit de la *grève démonstrative et limitée* qui permet de canaliser le mécontentement et de retarder au plus loin possible la *grève* revendicative et illimitée.

Réaction symptômatique des ouvriers

En juin dernier, profitant de la reconduction des Conventions Collectives et de la politique de la pause, le grand patronat personnifié par M. VERGER provoque un lock-out général de 200 ouvriers de neuf corporations du Bâtiment sur un chantier de la Porte Champerret, et de ce fait met la Région fédérale du Bâtiment devant la nécessité d'une action qui n'avait pas été préparée. La grève démonstrative et limitée continue pour cette direction syndicale à être le moyen de canaliser le mécontenttement. Le patronat riposte par le look-out et ceci a l'avantage de démontrer nettement aux ouvriers l'insuffisance de la grève limitée devant l'attaque patronale qui augmente en violence. Heureusement, les conseils syndicaux du Bâtiment réunis le mercredi 23 juin font une critique sévère de la grève démonstrative du Bâtiment de la Région Parisienne qui vient d'être faite le 21 juin suivi du look-out du 22, la preuve en est cette motion qui y fut présentée par le Conseil syndical des peintres :

« *Devant les conséquences du mouvement de lundi et la riposte patronale, le conseil des peintres s'élève contre les méthodes d'action prises par les directions régionales et fédérales qui consiste en des mouvements partiels qui permettent à la répression patronale de s'exercer et jette le découragement et le désarroi dans l'ensemble de la classe ouvrière. Il préconise la préparation pratique et méthodique de la lutte intimitée en en prévoyant les conséquences et les résultats pour la défense des conventions collectives et l'obtention des revendications nouvelles indispensables au maintien du standard de vie de nos corporants.* »

Réaction bureaucratique de la direction fédérale

Naturellement, la direction fédérale ne fait rien sur ces directives qui lui sont tracées. Quatre mois s'écoulent pendant lesquels les conflits se multiplient. En octobre on constate dix fois plus de petits conflits des différentes corporations qu'il n'y en avait au mois de juin. Malgré que les dirigeants fédéraux aient tous les les moyens pour empêcher qu'ils se transforment en grèves intercorporatives de chantiers, leur politique conciliatrice n'a pu empêcher l'antagonisme de classe de devenir plus aigü. Et la passivité des ouvriers ne s'explique que parce qu'ils espéraient un mouvement généralisé à toutes les industries pour novembre; cet espoir était faussement fortifié par le souvenir de la grève relativement facile et générale qui suivit les événements de Clichy, en avril dernier, qui fut provoquée par cet événement tout à fait accidentel, fait qui ne peut se renouveler à une date fixe.

Depuis quatre mois le grand patronat du Bâtiment a aiguisé ses armes, il a rallié à lui les petits patrons hésitants, il a créé et rempli ses fonds d'action et de solidarité il a créé progressivement, avec la venue du marasme saisonnier en hiver, la psychose d'un arrêt total des travaux par les multiples arrêts de chantiers; il a été jusqu'à faire le chantage de la paye des ouvriers en prétextant son insolvabilité. En un mot il s'est servi des moyens de conciliation et des conciliateurs pour anémier avant le coup décisif l'énergie et la volonté de lutte du prolétariat du Bâtiment.

Comment les ouvriers doivent-ils réagir ?

Après cette douloureuse expérience les gars du Bâtiment qui sont maintenant conscients de leur grave situation, doivent malgré tout garder tout leur sang-froid et en aucun moment ne se laisser aller au fatalisme. Malgré les fautes et les trahisons, la masse est encore compacte, et si elle a gardé encore un peu de raison dans la furie qui devant ces circonstances pourrait bien s'emparer d'elle, il y a encore espoir en la victoire. Les ouvriers du Bâtiment avec ceux des Métaux doivent rechercher et employer les moyens d'action qui permettront d'unifier un mouvement général et revendicatif de tout le prolétariat du pays, seule ressource pour qu'ils ne restent pas isolés. Si une grève limitée peut être le moyen d'entraîner le plus grand nombre de salariés dans une grève générale comme en juin 1936, si ce moyen doit faire vibrer le ressort brisé par la politique de conciliation, mais *seulement s'ils désignent ce moyen pour aller à la grève générale* ils doivent encore l'appliquer.

En concluison, il faut savoir unifier par les moyens d'action les plus saisissables toutes les corporations de la classe ouvrière. Et ce qu'il faut aussi en ce moment grave, c'est pour lutter contre les bandes organisées par le patronat, constituer LES MILICES OUVRIERES DANS CHAQUE ENTREPRISE POUR ASSURER LA SECURITE ET LA PROTECTION DES LUTTES A VENIR.

TAILLANTOU.

Les Employés entrent en lutte !

AU TROIS QUARTIERS

Les lignes suivantes sont extraites de La Gazette, *organe des employés des Trois-Quartier, de Madélios et de Samac, qui alertent contre l'attitude du patronat de la Nouveauté qui dénonce les Conventions Collectives.*

Dans ces lignes, nous trouvons la confirmation de tout ce que nous disons ici depuis des mois :

IL ne s'agit pas de faire une agitation fébrile hors de mesure, mais laisser entrevoir que l'on sera prêt à aller beaucoup plus loin si c'est nécessaire.

Ceci est d'autant plus utile que la situation a fortement changé depuis l'année dernière.

Il est indéniable que le patronat s'est fortement ressaisi et s'est uni sous l'égide de la C.G.P., qui est chargée d'orienter les conflits et d'assister les diverses organisations patronales.

L'exemple des récents conflits l'a prouvé (coiffeurs, H.C.R.B., Réunis, Simca). Ce qui caractérise la tactique patronale c'est son unité de vue d'ensemble de la situation et le fractionnement des mouvements ouvriers.

La discussion d'une Convention *offre cette différence qu'elle intéresse l'ensemble de la corporation et que celle-ci tout entière devra lutter.*

Notre catégorie marque une supériorité par sa forte concentration d'un grand nombre d'employés dans une même entreprise et du petit nombre de celles-ci dans le centre de Paris.

Quelle sera l'attitude du patronat? Il est encore difficile de le savoir et c'est au cours des contacts que s'affronteront les forces en présence. *D'une juste estimation de celle-ci dépendra la réussite de la Convention.*

Nous pouvons en ce qui nous concerne attendre avec confiance. Notre force syndicale n'est pas entamée et les employés savent que ce qu'ils ont obtenu, ils l'ont eu en luttant par la « grève sur le tas » et *nous ne doutons pas qu'ils soient disposés à employer les mêmes méthodes qui ont fait leurs preuves.*

Il ne faut par cacher les difficultés et nous n'hésitons pas à dire que certaines illusions encore répandues quant à l'intervention possible du gouvernement actuel en notre faveur ne doivent pas être conservées.

On n'est plus en juin 1936 où tout le monde était en grève et suivait. Actuellement le mouvement doit être dirigé et ne pas être quelque chose de spontané. *La même tactique doit être appliquée dans tous les magasins.*

A VALENCE

Un ordre du jour

La section « Nouveautés » du Syndicat Général des Employés de Valence, *constate,* en dépouillant le cours des événements depuis juin 1936 de tous le fatras des phrases officielles ou semi-officielles, que : la *Pause* pratiquée depuis le début fut toujours « à sens unique », que, liant moralement les travailleurs, elle n'a en fin de compte abouti qu'à permettre « sans riposte » un accroissement démesuré du coût de la vie, et le *renforcement,* jour après jour, des positions patronales formidablement ébranlées par *la grève et l'occupation de masse de juin* 1936.

Aujourd'hui, à la veille du renouvellement des contrats collectifs, les mots d'ordre des grands syndicats patronaux se précisent : intimidation, menaces, renvois de délégués, licenciements, violations de contrats collectifs, chantage *cynique à la baisse de la production,* chantage aux nécessités d'une défense dite *Nationale* et qui n'est que la défense des rapines capitalistes, n'ont qu'un but : *Démoraliser* les classes laborieuses et mettant à profit l'indécision manifeste du mouvement syndical, le piétinement dans les voies légalistes et l'absence de mots d'ordre concrets de lutte, créer l'atmosphère la plus propice pour rétablir, au moment du renouvellement des Conventions, une domination complète de l'exploiteur sur l'exploité.

Déjà sont envisagées des mesures pour empêcher toute occupation de lieu de travail, c'est-à-dire justement la méthode qui prévalut pour écraser la morgue patronale.

La Section « Nouveautés » de Valence s'adresse à la Fédération pour lui demander :

En face du torpillage imminent des 40 heures d'une part,

En face des violations continuelles et accrues des contrats « Matignon » d'autre part (en particulier licenciements, ou menaces de licenciements tendant à désorganiser les Syndicats des travailleurs employés, et contre lesquels le *secret des affaires commerciales* paralyse toute lutte voulant rester dans les cadres de la *conciliation*) :

L'ouverture d'un *Congrès exceptionnel,* devant définir, dans les cadres de la *Démocratie syndicale* la plus complète, une action *Nationale* tendant à « renverser la vapeur » et à passer de la Pause à une action générale de tous les employés pour arrêter net la contre-offensive du haut patronat, action qui serait couronnée par la signature de *Convention Nationale* comportant les garanties absentes des accords Matignon.

A cet effet, la Section préconise que soient étudiées et discutées les mots d'ordre suivant :

1° Abolition du secret commercial, contrôle sur l'embauche et la débauche.

2° Grève générale des Employés en cas d'abrogation, *même annoncée comme provisoire* de la semaine de 40 heures.

3° Solidarité de grève locale, régionale, nationale, suivant l'importance en face de toute violation impudente de contrats.

NOS JOURNAUX D'USINES

OU EN SOMMES-NOUS ?

Maintenant nos camarades de l'Union des Syndicats et du Parti communiste voient-ils aussi avec tous les ouvriers, les résultats de la fameuse Pause ? *Veulent-ils nous dire s'il était exagéré de l'appeler par son véritable nom : une trahison contre le prolétariat ?*

— Le patronat, avec l'arbitrage obligatoire notamment, a aménagé l'arsenal des lois républicaines en sa faveur, en même temps qu'il a commencé d'arracher un par un les avantages conquis en juin.

— La bourgeoisie a montré samedi 23 octobre 1937 son vrai visage et celui de ses valets Chautemps-Dormoy, en envoyant des camions de flics pour intimider (c'est un début!) nos responsables syndicaux convoqués en assemblée générale à la Maison des Métallurgistes, 94, rue d'Angoulême.

D'autre part, pour parachever sa préparation aux prochaines luttes, l'ennemi de classes, depuis juin 1936, n'a pas cessé d'armer et d'organiser les bandits, briseurs de grèves, patronaux et fascistes.

Pour détruire cette vermine, camarades communistes, êtes-vous d'accord maintenant, après l'expérience passée, pour que ce soient la trique et les armes des ouvriers, organisés pour le combat, qui s'en chargent, car il n'existe pas d'autre moyen ?

La situation est sérieuse. Aucun mouvement de grève n'est capable de réussir si nous ne sommes pas en mesure d'imposer nous-mêmes l'ordre ouvrier dans l'usine et dans le quartier. Plus de mouvements morcelés, mais des actions généralisées avec des occupations par les piquets de grève constitués en assemblée des ouvriers grévistes.

Prolétaires ! sauvons-nous nous-mêmes !

(Extrait du journal d'entreprise du P.O.I., *L'Exploité de la Métallurgie de Courbevoie,* n° 5).

Bientôt ? ?

La marine militaire est-elle prête ?

La semaine prochaine, nous commencerons sous ce titre une grande enquête très documentée.

Les questions ayant trait aux forces navales, effectifs, bâtiments, la vie des matelots avec toutes leurs souffrances, leurs luttes, seront traitées dans les chapitres de ce récit.

Que nos lecteurs s'apprêtent à acheter plusieurs numéros du journal pour les diffuser parmi les anciens « Gars de la marine ».

Que nos cellules et particulièrement les camarades de Toulon, Lorient et du Finistère, nous fassent de nouvelles commandes, pour donner à cette enquête tout le rententissement qu'elle doit avoir auprès de la masse.

Camarades Chômeurs

La voix du salut :

Action directe !

LE Front Populaire avait promis la retraite aux vieux, le Fonds national de chômage et les grands travaux, toutes mesures qui jointes aux 40 heures que n'envisageait pas le Programme du Front Populaire, mais que les ouvriers, par leur action surent arracher, devaient diminuer le chômage en faisant intégrer dans la production un grand nombre d'ouvriers.

Rien de tout cela n'a été fait. Les chômeurs attendent toujours. Ils attendront longtemps. Les grands travaux sont enterrés, le Fonds National de chômage aussi, quant à la retraite aux Vieux dont le P.C. fait ~~traite aux Vieux au sujet de laquelle le P.C. fait~~ tant de battage, ce sera — si elle est accordée — une aumône dérisoire, 2.500 *à* 3.000 *francs à peine.*

Avec cette misérable allocation les vieux chômeurs devront payer leur loyer, leur charbon, etc... Leur situation sera pire que s'ils étaient inscrits au chômage où pour la Seine ils touchent (13 *fr. par jour*), 4.743 *francs.*

Mieux encore, le Gouvernement — avec la permission des dirigeants de la C.G.T. — entend se servir de cette retraite de misère comme d'une machine de guerre contre les 40 heures. Il veut faire déroger 1, 2 *ou* 3 *heures par semaine pour payer la retraite aux vieux !... Avec l'enquête sur la production où les bonzes cégétistes livrent la classe ouvrière pieds et poings liés aux manœuvres du patronat de combat qui lui, fournira* ses chiffres *et n'admettra aucun contrôle sous le paravent du secret commercial, c'est une nouvelle attaque contre le niveau de vie des travailleurs, et une mesure directe contre les chômeurs.*

Contre les bonzes syndicaux qui se font les complices de ces mesures féroces d'exploitation en acceptant l'enquête truquée sur la production, contre les dirigeants du P.C., qui admettent très bien que la retraite aux vieux soit récupérée sur le dos des ouvriers, les chômeurs, en plein accord avec leurs camarades des usines et des ateliers, doivent s'unir pour la lutte.

Ils doivent rappeler à leurs Comités de Chômeurs, d'obédience stalinienne, que leurs maigres avantages n'ont été obtenus les années précédentes que par des actions de masse, des manifestations devant les Mairies et les Services de Pointage, les marches de la faim... Ils ne pourront mener une énergique offensive contre les capitalistes et leurs agents au Gouvernement qu'en se débarrassant des conciliateurs, des capitulards qui freinent leur mouvement et qu'en signifiant aux chefs du P.C. que la retraite des vieux — promise par de belles affiches dans tout le pays — ne doit pas être prise ni sur leur dos ni sur le dos des bons camarades au travail, mais sur les profits des grands patrons, des trusts et des banques.

E. PECHE.

BOLCHEVICKS - LÉNINISTES

Groupez-vous autour de "LA LUTTE"

ABONNEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

redevient Hebdomadaire

Tous les Bolchevicks-Léninistes doivent soutenir leur journal

Que tous s'abonnent

Que tous abonnent leurs amis !

3 mois : 5 frs

Le Congrès National du P.O.I. a décidé, lors de sa dernière séance de reprendre dès ce numéro la parution hebdomadaire de La Lutte.

Après les exposés des rapporteurs désignés par la Commission élue par le Congrès, des décisions radicales ont été prises tant en ce qui concerne la rédaction que l'administration du journal de l'avant-garde prolétarienne.

Tout le Parti se réjouira certes de la reparution hebdomadaire de La Lutte; mais comme le Congrès l'a remarqué, cette décision ne pourra se maintenir que dans la mesure où tous les bolcheviks-léninistes de France se grouperont comme un seul homme autour de leur journal.

Pas de passivité. Chacun comprend que les heures que nous vivons sont trop graves pour se permettre la moindre négligence. En conséquence, à Paris comme en banlieue, comme en province, toutes les cellules, rayons, régions, devront faire appliquer les décisions suivantes :

a) Tous les adhérents au Parti devront souscrire un abonnement immédiat de 5 fr. minimum dans leurs cellules de base. L'argent sera récolté par les trésoriers qui devront le faire parvenir aussitôt à l'administration ou au C.C.P. de Bardin.

⁂

b) Chaque adhérent devra obligatoirement prendre à sa cellule et chaque semaine 5 numéros personnellement et les payer aussitôt.

⁂

c) Pour la région parisienne, aucun crédit désormais ne sera toléré pour les cellules et les journaux devront être payés au comptant. Cette décision sera appliquée sans aucune faiblesse.

Pour la province, les journaux envoyés devront être payés à l'administration avant la parution du numéro suivant, sans cela les envois seront d'abord réduits de moitié puis suspendus définitivement.

⁂

d) Chaque mois tous les adhérents du P.O.I. non chômeurs, devront verser à leur cellule une journée de salaire et le Trésorier fera parvenir cette somme à l'administration.

En conséquence, un pointage très strict devra être fait auprès de chaque militant qui devra faire connaître à sa cellule ses gains hebdomadaires ou mensuels.

⁂

e) Tous les militants devront être en possession d'un carnet d'abonnements à La Lutte et devront le remplir dans un délai de deux mois.

Les trésoriers de cellules devront immédiatement demander des carnets d'abonnements à l'administration.

Un concours d'abonnements sera ouvert entre les cellules à partir du prochain numéro.

Les militants de province individuels pourront participer au concours.

⁂

f) Chaque militant devra faire parvenir à l'administration, une liste de noms et adresses, un service gratuit sera fait pendant 2 mois, après quoi une formule d'abonnement sera envoyée à chaque nom.

⁂

g) Les cellules ayant des dettes au journal seront rappelées à l'ordre dans une rubrique spéciale de La Lutte.

⁂

Enfin le Congrès du aPrti a décidé que le journal resterait à 0 fr. 50 mais que le pourcentage de 0,10 accordé aux cellules serait supprimé.

⁂

Telles sont les décisions prises par le Congrès du P.O.I. unanime.

Tous les militants ont compris en effet qu'un redressement décisif s'imposait, à la veille des grands combats que nous avons à livrer.

Chaque bolchevik-léniniste doit sentir sa propre responsabilité et en est comptable devant tout le Parti.

Dès cette semaine par conséquent les décisions du Congrès National devront être exécutées à la lettre.

Tous les responsables du P.O.I. à tous les échelons veilleront à l'application rigoureuses des décisions prises.

NOTRE SOUCRIPTION

Lombard, 115 fr. — Aiache (10e), 10 fr. — Pour une Espagne soviétique, 30 fr. — L. M., 10 fr. — Fipett, 20 fr. — Phalange Sceaux, 30 fr. — Pannebière (Nièvre), 30 fr. — Cot (19e), 30 fr. — Cellule de Saumur, 30 fr. — De Château-Thierry, 5 fr. — Nana (10e), 60 fr. — De Draguignan, 23 fr. — De Valence, 15 fr. — Cellule de Saint-Chamond, 5 fr. — Laurette, 70 fr. — Bourre,5 fr. — Chenat, 20 fr. — François, 2 fr. — Marcelle (13e), 100 fr. — Maria, 5 fr. — Colliard (Lyon), 3 fr. — Bard (19e), 50 fr. — Ralf (19e), 5 fr. — Guillemaud (Lens), 10 fr. — 13e cllule, 40 fr. — Galetti, 50 fr. — Laville, 20 fr. — Alice, 40 fr. — Guérin (Sceaux), 60 fr. — Marat (19e), 25 fr. — Francette (20e), 40 fr. — Maximilien (17e), 20 fr.

Total de la quinzaine : 978 fr.
Total général : 5.047 fr. 50.

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937)	18 »
L'Internationale communiste après Lénine (1928)	24 »
La Révolution Permanente	24 »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3 »
La nouvelle constitution de l'U. R. S. S.	1 »
Où va la France ?	7 50
Cours Nouveau (1923)	3 »
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme (1925)	3 »
Et Maintenant ? (1932)	3 »
La seule Voie (1932)	2 »
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	2 50
Lénine. L'Etat et la Révolution	4 »
Lénine. K. Marx et sa doctrine	2 50
Marx et *Engels. Manifeste com-*	
Marx et *Engels.* Manifeste communiste	2 »
Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I.C.	20 »
A. Rosmer. Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	36 »
A. Gide. Retour de l'U.R.S.S.	6 »
A. Gide. Retouches à mon Retour de l'U.R.S.S.	9 »
C. Naville. A. Gide et le Communisme	5 »
Victor-Serge. Destin d'une révolution	18 »
L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou	3 »
F. Adler. Encore un procès en sorcellerie	0 25
Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses	0 50
Que veut le P.O.I. ?	1 »
(par 10 exemplaires)	8 »

Compte chèque postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail, Paris (10e).

Coups d'Eclairs

Le procès de Lyon

Les ouvriers n'avaient pas besoin du procès de Lyon pour connaître toute la pourriture de la camarilla fasciste qu'elle soit La Rocquiste ou Doriotiste, mais, ce qui les intéresse, c'est l'utilisation que la bourgeoisie entendait faire des bandes fascistes contre la classe travailleuse.

Tardieu a déclaré dans un article : "C'est après l'affaire Sacco et Vanzetti, qu'incertain des forces policières gouvernementales, j'ai pensé à utiliser les Croix de Feu, comme police de choc contre les communistes".

Les Croix de Feu auxquels il convient d'ajouter maintenant les bandes de Doriot, constituent donc la police payée par le capital financier pour tuer les ouvriers.

Ce qu'il fallait démontrer et ce que démontre un politicien bourgeois, cyniquement, les radicaux aussi paient les tueurs d'ouvriers.

Le Sénateur réactionnaire Lémery a écrit au Tribunal de Lyon une lettre dans laquelle il affirme que le ministre radical-socialiste Marchandeau lui a affirmé qu'il soudoyait en tant que ministre de l'Intérieur les bandes de la Rocque.

Le chef fasciste Trochu a affirmé qu'il avait vu la veille du 6 février, dans l'appartement de De La Rocque un Président du Conseil radical-socialiste qui n'est autre que Chautemps.

Conclusions : *Les bourgeois, qu'ils soient réactionnaires, fascistes ou radicaux, protègent et paient les tueurs d'ouvriers.*

Il est temps de rompre la collaboration de classe criminelle avec les radicaux, avec l'Etat bourgeois et de passer aux réalisations qui s'imposent pour vaincre le fascisme : Milices ouvrières, armement du Prolétariat.

⁂

Est-ce vraiment pour rire ?

Conversation entendue dans un restaurant ouvrier :

Mardi 26 octobre. Un métallo s'assied et déplie l'Humanité *du jour (discours de Thorez, "main tendue aux catholiques"..., etc.). Il s'adresse à son voisin connu pour attachement au P.C. :*

— Une grande nouvelle, mon pote. A partir de la semaine prochaine, le siège du 120 rue Lafayette sera déménagé.

— !!!!...

— Eh oui, mon vieux ! C'est fait et entendu. L'Eglise Saint-Sulpice sera le nouveau siège de ton Parti.

— Penses-tu ? C'est une blague!

Alors le gars des métaux, masquant sous la gouaille son écœurement profond :

— Une blague ! que tu dis !... mais le nonce du pape Mgr Pacelli apportera sa bénédiction, et déjà les chanoines avec toute la curaille du coin, ont décidé de donner leur adhésion au P.C....F.

Les rires montèrent dans la salle mais s'éteignirent bientôt. Un silence passa. Les fronts rembrunis s'appesantirent, encore une fois, sous le poids de la même déception amère. Cependant, quelques regards brillants d'une colère montante, filtrèrent, rapidement.

Lentement, les « Huma », saisies par les solides mains des gars profondément troublés par cette nouvelle preuve de trahison envers leur honnête confiance, furent enfoncées dans les poches.

Courage camarades ! Contre le sabre et le goupillon, contre le patronat rapace, contre les tueurs fascistes, face aux trahisons stalinistes, venez au P.O.I., aux J.S.R., pour combattre avec l'avant-garde révolutionnaire des bolchevick-léninistes.

Solidarité avec Léger

Roger Léger, militant syndicaliste bien connu au syndicat des cuisiniers et membre de la J.A.C., vient d'être condamné à 13 *mois de prison et* 1.000 *francs d'amende.* Son seul crime est d'avoir eu chez lui pendant quelques jours des armes destinées aux ouvriers révolutionnaires d'Espagne. Cette ignoble condamnation vient après les excitations xénophobes et contre-révolutionnaires de *l'Huma* qui essaya de le mêler au camelots du roi et autres « cagoulards ».

Contre la répression des J.S.R. se solidarisent avec Robert Léger et réclament sa libération.

Notre Congrès

Il nous est matériellement impossible, vu le temps trop court qui nous restait, de donner pour ce numéro un compte rendu du magnifique Congrès du P.O.I. qui se tint le 30, 31 octobre et 1er novembre dans une salle de la Mutualité archi-comble à chacune des séances.

Nous nous bornons à insérer en première page la résolution politique adoptée par le Congrès et nous reviendrons dans notre prochain numéro d'une façon détaillée sur les travaux du 2e Congrès (et non du 3e comme il était inséré dans le dernier numéro par suite d'une erreur du typo).

Le Gérant : AIACHE

Imprimerie "La Renaissance"
11, Rue de Tanger, Paris-19e

Samedi 13 Novembre
Salle SUSSET (Quai de Valmy)
à 20 h. 45

FÊTE DE RÉVOLUTION

AU PROGRAMME :
Jean-Louis BARRAULT
Agnès CAPRI
ITKINE
La chorale J. S. R.
Le Groupe "REVOLUTION"
BAL DE NUIT
Entree : 5 frs

CONTRE LES 2 ANS !
CONTRE L'UNION SACRÉE !

LE 11 NOVEMBRE
à 9 h. 30 du matin

Rassemblement contre l'Impérialisme

SALLE ALBOUY, 37, Rue Albouy (Métro Lancry)

Orateurs : J. S. R. - J. S. A. - etc.

Révolution

organe de combat des J.S.R. paraîtra le 10 Novembre

RUSSIE 1917...

Comment et pourquoi les bolchevicks ont triomphé

La révolution de février 1917 en Russie fut un soulèvement spontané des masses, qui, de Pétrograd, gagna rapidement les fronts militaires et tout le pays.

Plus de trente mois de guerre avaient désorganisé la production, dans les usines et aux champs, la répartition et le ravitaillement des armées; tous les rouages du gouvernement.

La monarchie tzariste ne pouvait remédier à cette situation, tous les jours pire. Elle envoyait des centaines de milliers de jeunes ouvriers et paysans au massacre pour remédier à l'absence de munitions. Elle rationnait les villes. Elle affamait les campagnes.

Le soulèvement des opprimés balaya ce régime pourri en quelques jours. Mais les masses ignorantes et confiantes abandonnèrent leurs intérêts aux socialistes conciliateurs, qui replacèrent au pouvoir un gouvernement bourgeois républicain, le ministère Goutchkov-Millioukov.

Dès son arrivée en Russie, en avril, Lénine marqua avec une clarté géniale l'objectif de la Révolution, qui venait de commencer : Le pain aux travailleurs ! la paix aux peuples massacrés ! la terre aux paysans !

Mais cela un gouvernement bourgeois, allié aux impérialismes alliés, aux propriétaires fonciers et aux patrons d'usines, ne pouvait le donner aux masses.

Il fallait chasser les bourgeois du pouvoir. Il fallait prendre le pouvoir. Mais comment ?

Avant la guerre, Lénine pensait qu'il fallait constituer un gouvernement révolutionnaire démocratique des ouvriers et de la paysannerie. Mais l'expérience de l'histoire lui montra que la paysannerie est absolument incapable de former un parti autonome, représentant ses intérêts. L'énorme parti socialiste-révolutionnaire (les radicaux-socialistes russes), qui prétendait représenter la paysannerie, n'était en réalité que le commis de la bourgeoisie russe auprès des paysans, qu'il trompait.

Seule, la conquête du pouvoir par les ouvriers, alliés aux masses paysannes, permettrait de faire la révolution démocratique-agraire et de commencer la révolution socialiste.

C'est pourquoi le mot d'ordre et le but de la lutte était : Tout le pouvoir aux Soviets (conseils) des députés ouvriers, paysans et soldats !

C'est pourquoi Lénine lutta, dans le parti bolchevik, contre Staline et Kamenev, qui voulaient conclure une alliance parlementaire des bolchéviks avec les menchéviks (S. F. I. O. russes) et les socialistes-révolutionnaires (radicaux socialistes russes) dans le cadre de la démocratie. Cela ne pouvait que servir les intérêts bourgeois (aujourd'hui, c'est cela que recommencent à faire, sur l'ordre du même Staline, les « communistes » français avec le Front populaire).

C'est pourquoi se rejoignirent alors et dirigèrent depuis les masses russes en révolution Lénine et Trotsky, *qui, dès* 1905, *luttait pour la dictature du prolétariat, allié aux paysans.*

Mais comment prendre le pouvoir ? Les bolchéviks n'étaient qu'une petite minorité dans les Soviets.

Lénine répondait : « En Russie, il y a actuellement un double pouvoir : le gouvernement provisoire bourgeois, qui ne se maintient que grâce au soutien des chefs « ouvriers » conciliateurs et social-patriotes, bien que « pacifistes », et les Soviets d'ouvriers et de soldats armés, qui sont le pouvoir réel. Ces ouvriers et soldats sont aujourd'hui trompés par leurs chefs. Contre eux, nous ne pouvons rien faire. Nous devons donc les convaincre patiemment par une propagande et une agitation incessantes. Quand nous aurons la majorité dans les Soviets, nous serons soutenus par les masses travailleuses, nous pourrons alors prendre le pouvoir par une insurrection prolétarienne. »

Cependant le gouvernement bourgeois, puis bourgeois-socialiste entrait pour le maintien des privilèges bourgeois et la continuation de la guerre. Les soldats voulaient la paix. Les paysans voulaient la terre. Les ouvriers voulaient le contrôle des usines. Les nationaux opprimés (comme chez nous les Alsaciens et les peuples coloniaux) voulaient leurs libertés nationales. De plus en plus ils sentaient que, seuls, les bolchéviks luttaient pour réaliser ces volontés. De plus en plus ils se ralliaient à eux.

En juillet, les masses de Petrograd, où les bolchéviks avaient la majorité, firent une manifestation armée pour renverser le Gouvernement Kérensky. Mais c'était trop tôt. L'ensemble du pays n'était pas encore convaincu. Lénine et Trotsky luttèrent pour détourner les masses de ce coup de tête. Mais quand elles commencèrent à s'élancer, ils se mirent à leur tête, en vrais chefs révolutionnaires, malgré les persécutions qu'ils devaient subir pour cela (Lénine, menacé de mort, dût se réfugier en Finlande et Trotsky fut emprisonné).

Quelques temps après, la caste militaire, appuyée sur les gros propriétaires fonciers et les industriels, voyant monter la vague révolutionnaire des masses, dirigée par les bolchéviks, résolut de prendre directement le pouvoir. Kornilov, nommé généralissime par Kérensky lui-même (comme en France de gouvernement de Front populaire nomme ou laisse à la tête de l'armée, de la police, de l'administration les pires ennemis des travailleurs), Kornilov marcha sur Petrograd avec une partie de l'armée pour renvoyer Kérensky et établir une dictature militaire. Les bolchéviks, malgré les persécutions dirigées contre eux (Trotsky était encore en prison et Lénine réfugié en Finlande) firent marcher les masses contre Kornilov. Ils soutenaient un instant Kérensky « comme la corde soutient un pendu », contre un plus dangereux ennemi des travailleurs (comme demain les bolchéviks léninistes soutiendraient Blum ou Chautemps contre un soulèvement militaire à la Franco).

Après la défaite de Kornilov, la traîtrise de Kérensky et des social-patriotes collaborationnistes, apparut clairement aux masses. La situation du pays était terrible. La guerre continuait. Il n'y avait plus qu'une solution : la conquête directe du pouvoir par les Soviets d'ouvriers, paysans et soldats. Et ce fut l'insurrection d'Octobre, grâce à la garde rouge minutieusement préparée et armée par Trotsky, depuis des mois, et au travail des bolchéviks dans l'armée. Et ce fut la première victoire des ouvriers et des paysans, *la dictature du prolétariat. Deux noms résumaient la Révolution russe :* Lénine et Trotsky. *Staline n'était alors qu'un militant obscur. Il devait se faire connaître plus tard, en arrachant aux masses le pouvoir, en fusillant et calomniant effroyablement les vieux bolchéviks qui firent la Révolution.*

RIGAL.

Le 1er Gouvernement des Commissaires du Peuple

Le 8 novembre 1917, le Congrès des Soviets désignait comme gouvernement le premier Conseil des commissaires du peuple fondé et dérigé par Lénine.

En voici la liste :

Président du Conseil : Vladimir-Oulianov Lénine;
Affaires étrangères : Léon-Davidovitch Trotsky;
Intérieur : Rykov;
Agriculture : Milioutine;
Travail : Kliapnikov;
Guerre et Marine : Ovsenko, Krylenko, Dybenko;
Commerce et Industrie : Noguine;
Instruction publique : Lounatsharsky;
Finances : Skortsov;
Justice : Oppokov;
Ravitaillement : Théodorovitch;
P. T. T. : Avilov;
Nationalités : I. V. Djougachwilli Staline.

Tableau sanglant

Composition du Comité central du Parti communiste de l'U. R. S. S. en 1919-1921.

Décédés de mort naturelle : Lénine, Djerzinsky, Artem, Stoeschka.

Fusillés par Staline : Zinoviev, Kamenev, Jevdokimov, Smirnov, Serebriakov.

Acculé au suicide par Staline : Tomsky.

Condamné à 10 ans de prison par Staline : Radek.

Exilé et privé de ses droits: Trotsky.

Arrêtés en attendant d'être fusillés : Rykov, Boukharine, Rakovsky, Smigla, Preobrajensky, Krestensky, Beloboradov.

Ecartés du C. C. pour d'autres raisons : Mouralov, Stassowa.

Sont encore membres du C. C. : Staline, Kalinine, Andrejev, Routzutak.

Selon Staline, Lénine aurait été entouré de quinze traîtres, dont huit sont en prison, attendant d'être fusillés, dont cinq le sont déjà, dont un s'est suicidé, et dont Trotsky est exilé.

Le bureau politique du Parti se composait, du temps de Lénine, de : Lénine, mort; Zinoviev, fusillé; Kamenev, fusillé; Tomsky, acculé au suicide; Rykov, arrêté; Trotsky, exilé et condamné; Staline, reste seul.